

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

- Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 22 AVRIL 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

EDITORIAL

LA POLITIQUE DE BARRE:

des avantages pour les
capitalistes, des
restrictions pour
les travailleurs

"Les orientations de la politique économique du Premier ministre ne paraissent fondamentalement bonnes" ainsi parlait M. Ceyrac, le président du Centre national du patronat français, le syndicat des patrons, après la déclaration de R. Barre au Parlement.

Rien d'étonnant à la satisfaction affichée par le patron des patrons. Les mesures annoncées par Barre lors de son discours à la Chambre des députés, ont en effet tout pour plaire aux patrons des grandes entreprises industrielles et commerciales. Barre ne leur a-t-il pas annoncé que l'on reviendrait à la "liberté des prix industriels". N'a-t-il pas dit aussi que les travailleurs devraient s'attendre à ce que leurs salaires n'augmentent pas plus "que la croissance" de l'économie. Le qui revient à dire que les augmentations de salaires ne suivront pas la hausse des prix.

Le discours de Barre qui était en fait le programme de son gouvernement, a bien sûr été approuvé par la majorité de la Chambre.

Cela signifie que, passée la période des élections, le même gouvernement Barre continue comme au paravant la même politique, bien qu'à ces élections le mécontentement des travailleurs se soit largement exprimé par les 43,5% de voix qui se sont portés sur les partis de gauche et d'extrême-gauche.

Le gouvernement Barre et le président Giscard d'Estaing ne sont nullement décidés - en dehors des belles paroles dont ils nourrissent le public - à faire autre chose que ce qui est favorable aux intérêts des grands capitalistes.

Ceux-ci voulaient une liberté des prix industriels, ils l'ont ! Ils souhaitent que les salaires n'augmentent pas trop vite au rythme de l'inflation, là aussi ils ont obtenu l'assurance d'être soutenus dans le freinage des salaires par l'état lui-même, qui est le plus gros employeur en France.

Maintenant il reste aux travailleurs à se prononcer sur les perspectives tracées par R. Barre. A eux de dire s'ils acceptent que les affaires des capitalistes prospèrent pendant qu'eux devront se serrer la ceinture. Les travailleurs ont la force de faire voler en éclat le joli plan de Monsieur Barre. Il suffit qu'ils le veuillent.

Colonialistes français Hors du Tchad !

"L'Afrique aux Africains" avait dit Giscard lors de son dernier voyage en Côte d'Ivoire. Il visait bien entendu la présence de Soviétiques et de Cubains, en Angola et en Ethiopie. Les militaires français, eux, ne sont que des "coopérants techniques". Et puis, ne sont-ils pas un peu africains, les membres de cette armée qui en huit ans ont assassiné autrefois plus d'un million d'Algériens ? En tout cas, pour les Tchadiens, cette "coopération" se traduit par des morts et des blessés parmi les populations de la zone contrôlée par les troupes du FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad) qui s'opposent à celles du dictateur F. Malloum.

Il y a quelques jours, 4 "coopérants" français ont été "techniquement" rayés de la liste des vivants lors d'une attaque d'un poste gouvernemental par le FROLINAT. La France s'est empressée d'envoyer, à la demande de Malloum, près d'un

millier de légionnaires qui pourraient être suivis d'autres troupes. Tout cela, bien entendu, dans le cadre des accords de "coopération".

Il s'agit bel et bien, en fait, d'une opération visant à maintenir les intérêts impérialistes de la France au Tchad. Car malgré toutes les belles déclarations "anticolonialistes" de Giscard, la France continue de posséder en Afrique une bonne partie des richesses de ces pays. Ce sont des sociétés françaises qui contrôlent l'exploitation des arachides au Sénégal, le minerai de fer de Mauritanie, les phosphates au Maroc, le bois au Gabon et... le coton au Tchad. Mais pour exploiter paisiblement, il faut des régimes stables : c'est pourquoi la France soutient les dictateurs de ces pays, et dénonce la présence des Soviétiques et des Cubains, tout en ne se gênant pas pour défendre de manière sanglante ses propres intérêts impérialistes.

GUADELOUPE

A COFRIGO (COCA COLA)

LA GREVE SE POURSUIT

Depuis le vendredi 14 avril, les travailleurs de Cofrigo sont en grève. Jusqu'ici les représentants de la direction refusent de négocier avec les responsables syndicaux. Le directeur Dejaham est parti en France dès le début de la grève. Ce départ, de toute évidence, est une manœuvre pour faire trainer les négociations et démoriser les travailleurs. Le mécontentement est grand parmi ceux-ci. Ils ont décidé de poursuivre leur mouvement et d'attendre le retour du directeur prévu pour le 1er mai.

C'est la première fois que dans cette entreprise les travailleurs se mobilisent pour exiger de meilleures conditions de travail. La plupart d'entre eux ont plusieurs années d'ancienneté et ne bénéficient d'aucun avantage financier.

L'entreprise quant à elle n'a cessé de s'enrichir car elle contrôle tout un ensemble comprenant SAGBA, SOCREMA et COFRIGO.

Les travailleurs de Cofrigo ont entraîné dans leur mouvement ceux de Socrema malgré les tentatives de division de la direction qui a accordé des avantages

de salaires à ces derniers. L'ensemble de l'entreprise est paralysé. Des piquets de grève, actifs le jour et la nuit, surveillent les tentatives de livraison de la direction. Depuis une semaine les yaourts, les limonades et les bières n'ont pas été livrés. La direction s'est heurtée à un refus catégorique de la part des grévistes quand elle a demandé la livraison des yaourts qui allaient atteindre leur date limite de consommation. Ceci prouve bien que les travailleurs de Cofrigo ne sont pas prêts à céder, en dépit de toutes les pressions des patrons.

Face à un mouvement aussi important, il est scandaleux que les grands moyens d'information n'en parlent pas !

J. BIBRAC

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
1er supplément au mensuel N° 86

LA SITUATION SOCIALE EN JAMAÏQUE !

La semaine dernière, on annonçait que des affrontements avaient eu lieu en Jamaïque entre des manifestants, qui au départ défilaient pacifiquement pour demander la réfection des rues, et des policiers renforcés par l'armée. Ces événements se produisent dans une situation de crise, où la population laborieuse voit ses difficultés s'aggraver de jour en jour.

Depuis le mois de janvier, les prix n'ont cessé d'augmenter. Les capitalistes locaux et les filiales des sociétés américaines contribuent à aggraver la situation en stockant certains produits, provoquant ainsi une pénurie sur le marché, haussant ensuite les prix au détriment de la population. Parallèlement, le chômage se développe : rien que dans le secteur de la presse, depuis août dernier, il y a eu 188 licenciements.

Face à ces attaques, les travailleurs ne restent pas sans réaction : arrêts de travail, ralentissement de la production, grèves se succèdent. Elles concernaient récemment une douzaine de secteurs. Dans les usines à sucre, devant le refus du patronat d'augmenter leurs salaires, tandis qu'il le faisait pour les cadres, les travailleurs ont déclenché une grève de 3 semaines, en février, bloquant ainsi les entrepôts et une dizaine d'usines dans tout le pays. Toujours en février, 300 paysans sans terre ont occupé 150 ha d'une grande propriété. Les étudiants, les élèves-maîtres ont aussi déclenché des grèves. Fin mars, ce sont les travailleurs du port de Kingston qui entraient en lutte.

Le mécontentement est grand également dans la population des ghettos, lasse des promesses non-tenues du gouvernement de Manley en ce qui concerne l'emploi, le logement, les centres de formation. Il en résulte une recrudescence de la violence. Ces actions ne se sont cependant pas traduites par des victoires significatives, car elles étaient menées de façon isolée.

L'atmosphère majeure du gouvernement travailliste de Manley, c'est qu'il dispose de l'appui des syndicats. Beaucoup de travailleurs sont victimes des illusions sur ce gouvernement qui adopte volontiers un vocabulaire "social" et nationaliste, mais dont le rôle essentiel consiste à leur faire accepter des sacrifices. Là comme ailleurs, les travailleurs ne fendent leurs intérêts qu'en prenant en main leur propre lutte.

ERRATUM : COFRIGO EN GREVE

Dans notre journal du mercredi 19, à propos de la grève des travailleurs de Cofrigo nous notions que les chauffeurs percevaient "300 Frs" par casier de limonades. Il s'agit en fait de 30 centimes par casier.

ACHETEZ LISEZ
COMBAT OUVRIER (Mensuel)

ANTILLES-GUYANE L'ARTISANAT : DERRIERE L'APPARENCE TAPAGEUSE, LA TRISTE REALITE.

La quinzaine de l'artisanat organisée par la chambre des Métiers de la Martinique connaît un grand succès. Des milliers de visiteurs ont parcouru les stands présentant des produits alimentaires locaux, des travaux de vannerie, de ferronnerie, d'impression sur tissus, d'objets décoratifs et de nombreux meubles en bois du pays.

La diversité de cette production artisanale montre que beaucoup de gens ont des idées et savent tirer partie des ressources naturelles du pays, on a pu voir dans le domaine alimentaire : les confitures, farine, aliments pour bébé, dans le domaine de la décoration : abat-jours à partir de calebasse, de coraux et dans le travail du bois : lits ouvragés par exemple.

L'intérêt suscité par cette exposition montre d'autre part que nombreux sont ceux qui aspirent à voir se développer à la Martinique une production locale.

Mais il ne faut pas se leurrer : cette quinzaine de l'artisanat ne marquera pas le début d'un essor économique de la Martinique.

Lancée à grand renfort de publicité cette manifestation a surtout pour but de jeter beaucoup de poudre aux yeux par les ondes et la presse, soutenues ouvertement par le pouvoir colonial.

Après l'opération "consommez local"

qui eut le succès que l'on sait, voici l'opération "produisez local".

Mais le coup de projecteur donné pendant 15 jours sur l'artisanat de Guadeloupe, Guyane, Martinique ne doit pas faire oublier que l'essentiel du secteur économique dans les D.O.M. est accaparé par les grosses sociétés françaises ou multinationales.

Ce sont elles qui détiennent les marchés, et la production de masse qu'elles écoulent vers les consommateurs. Martiniquais, Guadeloupéens ou Guyannais fait une trop forte concurrence à la petite production artisanale locale pour que celle-ci puisse se maintenir et conquérir une part importante du marché. Cette production locale n'est pas compétitive. Les artisans n'ont pas les moyens de produire à bas prix.

Ainsi une boîte de confiture d'orange ou un lit en bois fabriqués de façon artisanale reviennent plus cher que la même marchandise importée produite en série dans des usines modernes.

C'est là que réside le noeud du problème. Et tant qu'une telle situation subsistera l'artisanat local sera condamné : il ne servira au mieux qu'à permettre aux grosses entreprises françaises ou autres de vendre quelques machines de plus à des artisans entrepreneurs.

CAMPAGNE CONTRE LA FAIM : LA VRAIE SOLUTION : SE DEBARRASSER DU CAPITALISME.

C'est le 23 avril que sera organisée sur la voie publique une collecte dans le cadre de la campagne mondiale contre la faim. Comme chaque année c'est donc aux petites gens que tous les chantages de la société capitaliste viendront réclamer de l'argent. Et il est certain que l'opération rencontrera l'assentiment du plus grand nombre, et surtout des plus démunis qui savent mieux que quiconque ce que signifie pour des enfants ou des adultes d'être privés de nourriture.

Mais ils ont bien du culot tous ces gouvernants et ces hommes politiques qui aident les capitalistes à nous exploiter et à nous sous-payer, qui nous saignent par les impôts et taxes en tout genre, et qui sont les premiers responsables de la faim dans le monde, parce que défenseurs d'un système qui pille les pays sous-développés, de venir nous réclamer nos sous pour soigner les maux qu'ils causent.

La faim dans le monde, si ceux qui nous gouvernent veulent vraiment la supprimer, qu'ils commencent par verser aux populations concernées les milliards qu'ils gaspillent dans leur politique militaire et dans l'entretien des forces armées. Qu'ils commencent par faire payer les capitalistes qui eux, ont les moyens, en instituant par exemple l'impôt sur le capital et la fortune. Il est tout de même scandaleux et révoltant d'entendre que la France expérimente sa bombe à neutron à Mururoa au moment

même où le gouvernement vient nous réclamer de l'argent pour lutter contre la faim dans le monde. Alors nous aurions bien tort de nous laisser prendre à une telle hypocrisie. La meilleure et bien seule façon de lutter contre la faim dans le monde c'est que tous les travailleurs se donnent la main pour débarrasser la planète du système capitaliste.

0 - 0 - 0 - 0 - 0

A PROPOS DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES CONSOMMATEURS MARTINIQUAIS !

L'affaire de l'A.D.C.M. continue à faire les gros titres de la presse en Martinique.

On se rappelle que le renouvellement des membres du Bureau de l'A.D.C.M. avait donné lieu à une offensive en force du R.P.R. dont six activistes connus parmi lesquels Enéléda, Relouzat et Joseph Branglidor avaient été élus.

Maintenant le Bureau a élu Mme Branglidor comme présidente, lors d'une réunion où seuls siégeaient une minorité de membres : quatre sur neuf.

Avec de semblables méthodes, il semble que l'A.D.C.M. ne puisse pas aller très loin. En effet la droite et les gros capitalistes ne lui ont pas pardonné d'avoir entraîné en justice un importateur de viande et une quinzaine de gros bouchers pour avoir vendu de la viande avariée. Pour éviter à l'avenir de tels ennuis, si minimes soient-ils, ces gens-là se sont arrangés pour mettre à la tête de cette association des gens qui ne risquent pas de faire le moindre mal aux intérêts des capitalistes.